Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Une-transition-energetique-qui-se-resume-a-un

19 juin 2014

Une "transition énergétique" qui se résume à un triste reniement

La loi de transition énergétique dévoilée par Ségolène Royal ne garantit en aucun cas la fermeture de la plus vieille centrale française. Faudra-t-il attendre la mise en route de l'EPR pour avoir la certitude que Fessenheim sera bien fermée ?

Le 18 juin 2014, madame Royal a présenté les grandes lignes du projet de loi sur la transition énergétique. Comme écologistes, nous ne pouvons qu'être déçus de la timidité d'un texte creux, bourré de mesures très consensuelles sans financements clairs, plein de promesses de réduction de la facture énergétique, de diminution des émissions de gaz à effet de serre, de recours aux énergies renouvelables, de réduction de la part du nucléaire, avec pour horizon 2025, mais sans aucune stratégie claire, sans aucun palier annoncé, sans aucune possibilité de vérification.

Passons sur les contre-vérités désormais connues comme les 200 000 emplois supposés du nucléaire en France, évidemment faux à moins d'y compter l'ensemble des salariés EDF), l'indépendance énergétique due au nucléaire, alors que 100% du combustible est importé… Il restera que pour la ministre " Nous ne sortirons pas du nucléaire, ce n'est pas le choix qui est fait". Et de fait, force est de constater que cette loi sur la transition énergétique repose essentiellement sur un recours massif à l'électricité (résidentiel, transports) avec comme socle incontournable l'énergie nucléaire.

Cette loi sur la transition énergétique manifeste la démission totale des politiques vis-à-vis de leur créature des années 70 : le lobby nucléaire, qui pourtant est dépendant de l'état, que ce soit EDF (85%), AREVA (100%), l'ANDRA (100%) pour n'en citer que quelques exemples.

Et comme alsaciens, nous sommes scandalisés de voir ce qu'il reste aujourd'hui de la promesse réitérée de François Hollande de fermer la centrale de Fessenheim avant la fin 2016. Alors que le président avait encore réaffirmé le 25 septembre 2013 que la fermeture de Fessenheim serait actée dans la loi, et que le démantèlement interviendrait "deux à trois ans plus tard". Nous avions exprimé nos doutes, et nous avons eu raison : de Fessenheim, il n'en a même pas été question dans le discours de Madame Royal… Tout au plus avait-elle annoncé, lors de son audition du 21 mai à la commission d'enquête sur les coûts du nucléaire que Fessenheim serait "la première à fermer" – mais sans évoquer aucune date – et s'engageait à créer un "groupe de travail, dans lequel je m'impliquerai

personnellement avec EDF".

Il est clair que le gouvernement ne veut pas se donner les moyens de ses ambitions en matière énergétique. Avec la limitation (toute provisoire ?) à 63 GWh de puissance nucléaire installée et l'appel à EDF de décider d'un plan de réduction à 50% pour 2025 (*), il faudra attendre la mise en marche de l'EPR pour commencer à croire en la fermeture de Fessenheim.

En tout cas, tout porte à croire que ce ne sera pas au cours du mandat actuel de François Hollande. Encore une promesse non tenue…

Certains vont encore faire semblant de croire que cette loi va changer quelque chose, que cette loi contient encore l'idée de la fermeture de Fessenheim. Nous ne serons pas dupes ! Depuis deux ans, nous disons que le gouvernement cherche par tous les moyens à ne pas respecter la promesse du candidat Hollande de fermer Fessenheim à la fin 2016. Il est triste de voir que la poursuite imbécile de cette vieille centrale n'est rien d'autre que la preuve de l'allégeance à ce qu'il faut bien appeler une véritable mafia.

(*) Un calcul simple montre que compte tenu de l'augmentation annuelle de 2% des capacité des production électriques en France (depuis 10 ans), la promesse de réduire à 50% la part du nucléaire implique la fermeture de près de 15 réacteurs nucléaires d'ici 2025, dans 11 ans. Et lorsque l'on mesure qu'en plus de 2 ans, il a été impossible d'initier la fermeture des 2 réacteurs de Fessenheim…

Comité de Sauvergarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin

Stop Fessenheim

Stop Transports – Halte au Nucléaire